

pots cassés. Nos gens devront céder leurs maisons, car ils ne pourront faire face aux impôts locaux, acquitter de lourds intérêts, verser des primes d'assurance et acquitter tous les autres frais, si bien qu'en définitive, nous serons en face de la ruine complète, à moins que l'impôt ne soit perçu que sur le revenu net. Est-il étonnant que les contribuables songent à abandonner leurs propriétés? Ce régime socialiste de contrôle est tout à fait condamnable et le comité des voies et moyens qui devrait être constitué pour l'étude de notre exposé budgétaire annuel devrait l'étudier mûrement. Je l'ai dit l'autre soir, ces régies multiples auraient leur raison d'être si elles nous garantissaient la victoire, mais elles n'en font rien. Ce n'est pas au doublement du taux que je trouve à redire, mais à l'existence de ces régisseurs et de cette enrégimentation, et à la nationalisation de la main-d'œuvre.

M. Elliott Little est le directeur du service national sélectif. Qui est-il et quelle a été sa formation? Il a annoncé la fermeture des industries non essentielles afin de libérer des hommes pour les services armés et les usines de guerre. Il n'a pas consulté la Chambre des communes à ce sujet; il a fait cette déclaration devant le Rotary Club en cette ville. Ce club est-il la Chambre des communes devant laquelle il peut exprimer sa façon de voir et donner des directives à 250,000 ouvriers? Il ne donne aucune définition d'une industrie non essentielle. Qui décidera si on peut se dispenser de ces industries non essentielles? Comment procédera-t-on? Nous nous acheminons vers la faillite nationale, la confusion, le chaos, les retards, les doubles emplois et le gaspillage et nous ne faisons que rapprocher la guerre de nos rives en contrôlant de la sorte l'envoi de troupes outre-mer.

La politique de guerre du Gouvernement consiste-t-elle à régler et à régir presque tous les métiers et presque tous les produits? S'il en est ainsi, cela nous conduira au désastre et à la ruine nationale et ne facilitera pas l'effort de guerre. Il est singulier qu'aucun ministre ne sache combien il existe de ces commissions bureaucratiques, quelles sommes elles dépensent, combien d'employés elles ont, d'une semaine, ou d'un mois à l'autre, quelles fonctions elles remplissent et comment tout cela fonctionne. Si la chose était nécessaire pour gagner la guerre, personne n'y trouverait à redire, mais ce ne l'est pas. Je dis: méfiez-vous de ce fléau, de cette bureaucratie au pays dont le quartier général est à Ottawa. Ce qu'on nous exhorte aujourd'hui à accepter comme une exigence de guerre, on nous dira demain qu'il faut l'accepter comme une exigence du temps de paix. De la sorte, la puissante horde des bureaucrates d'Ottawa, de leurs sœurs, cousines et tantes, dont quelques-

unes sont en uniforme, et qui combattent Hitler d'ici, sera toujours parmi nous. Tout ce que je puis dire, de la plupart de ces régies, c'est qu'il n'y eut jamais un si grand nombre de gens sachant si peu de choses sur autant de sujets. Le petit homme d'affaires indépendant est menacé de la ruine et notre population court le risque de perdre la liberté et l'indépendance pour lesquelles les démocraties luttent actuellement. En un an le Canada est devenu un Etat socialiste totalitaire sans que le peuple en sache rien et sans autorité du Parlement. On met des entraves à l'épargne et aux affaires qui ne peuvent plus être conduites selon les principes traditionnels d'initiative et de responsabilité individuelle. Si nous ne mettons pas un frein à cela, nous serons entraînés à la ruine commerciale, à la stagnation et, en définitive, à l'insolabilité, avec ces régisseurs de tous poils et ces tourbillons totalitaires qui entravent les affaires par les modifications apportées du jour au lendemain au régime social et par les conditions arbitraires impossibles, contraires au tempérament de notre population et pas du tout adaptées aux circonstances.

M. MAYBANK: Je prends la parole surtout pour poser une couple de questions inspirées de l'exposé budgétaire, mais avant de les aborder, je désire revenir sur certaines remarques faites hier par l'honorable député de Parry-Sound (M. Slaght). Tout ce que je pourrai dire sur les commentaires de l'honorable député ne seront que des critiques et non des louanges et c'est pourquoi je suis heureux qu'il vienne de reprendre son siège.

Il semble que ce soit devenu la mode pour les membres de l'opposition, quand ils commentent l'exposé budgétaire, de dire quelques mots de faible louange à l'adresse du ministre des Finances (M. Isley). Si vous êtes membres du parti du ministre, il semble être de bon ton de parler longuement de lui et de faire quelques commentaires louangeux au sujet de ses ascendants ou de tout autre chose qui puisse lui être favorable. Je n'entrerai pas dans cette voie parce que je crois qu'on en a dit suffisamment à cet égard. Si le ministre croit réellement que c'est mieux ainsi,—j'imagine qu'il n'y fait pas attention,—il doit s'efforcer de décider s'il portera son nimbe incliné sur la droite ou sur la gauche.

Je tiens toutefois à dire au ministre que rien ne m'a causé plus de plaisir que la manière dont il a sans hésitation croisé le fer avec le preux qu'est l'honorable député de Parry-Sound. Pour ma part,—d'autres peuvent différer d'opinion—si j'étais arbitre, je n'hésiterais pas à accorder la victoire au ministre des Finances sous tous les rapports. Je n'ai jamais assisté à une démolition faite d'une façon plus naturelle, plus complète et